

Évolutions monétaires à la Guadeloupe au 30 septembre 2013

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

L'économie mondiale progresse encore faiblement au premier semestre 2013, atteignant 2,5 % en moyenne, soit un rythme comparable à celui du deuxième semestre 2012. La croissance commence à ralentir dans les pays émergents, tandis qu'elle montre des signes de renforcement dans plusieurs pays avancés. Selon les dernières estimations du Fonds Monétaire International (FMI) d'octobre 2013, l'économie mondiale devrait progresser de 2,9 % sur l'ensemble de l'année 2013 (contre +3,2 % en 2012 et +3,9 % en 2011).

Dans la zone euro, la croissance perd de la vitesse au troisième trimestre 2013, avec un PIB en hausse de 0,1 % (+0,3 % à fin juin 2013), pénalisé par le faible dynamisme de la consommation privée et les niveaux élevés de chômage. Après avoir rebondi au deuxième trimestre, le PIB français se replie de 0,1 % au troisième trimestre, tandis que l'activité allemande évolue encore favorablement (PIB en hausse de 0,3 %).

Lors de sa réunion du 7 novembre le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 25 points de base, à 0,25 %, et de réduire le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 25 points de base, à 0,75 %, le taux d'intérêt de la facilité de dépôt demeurant inchangé, à 0,0 %. Dans sa déclaration introductive M. Draghi a indiqué : « L'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire. Elle continuera donc également de soutenir la reprise progressive de l'économie reflétée par les indicateurs de confiance jusqu'en octobre (...) »... « Après la baisse des taux de ce jour, le Conseil des gouverneurs a réexaminé les indications données en juillet sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE et confirmé qu'il continue de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels, voire inférieurs, sur longue période (...) ».

DES INDICATEURS FINANCIERS GLOBALEMENT MOROSES

L'activité économique de la Guadeloupe reste fragile au troisième trimestre 2013, ayant des répercussions notables sur l'activité bancaire.

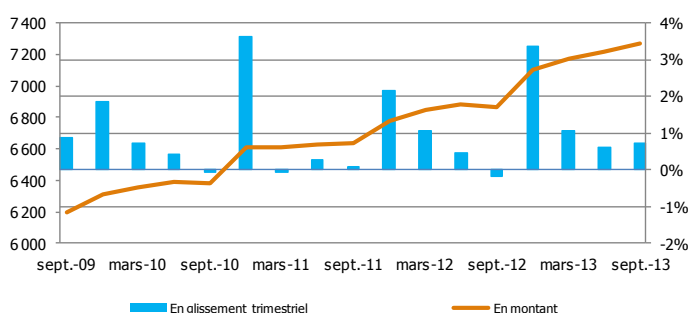
L'encours des crédits consentis à l'économie, qui totalise 8,1 milliards d'euros, enregistre sa plus faible progression depuis septembre 2012 (+0,2 %). Sur un an, le rythme de croissance est relativement stable (+3,9 % après +3,8 % à fin juin).

Les crédits aux entreprises sont orientés à la baisse (-0,9 %), en raison notamment d'une nouvelle contraction des crédits d'investissement. À l'instar d'un recul de la consommation des ménages dans le département au troisième trimestre, le financement des ménages peine pour sa part à redémarrer (+0,8 %). Seuls les crédits alloués au secteur public affichent une bonne performance (+2,7 %).

La collecte nette d'actifs financiers est également peu dynamique, en hausse de 0,7 % sur le trimestre. Si les placements des entreprises se redressent à fin septembre, ceux des ménages montrent des signes d'essoufflement.

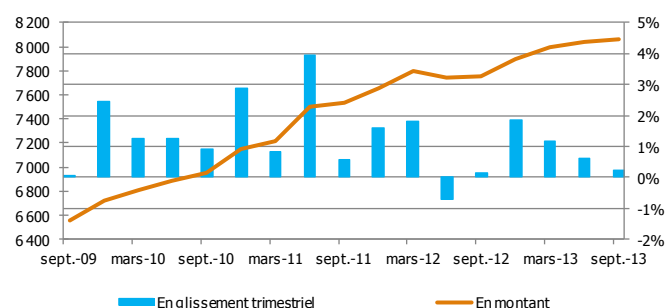
Évolution des actifs financiers

En millions d'euros



Évolution des concours bancaires

En millions d'euros



UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT DIFFICILE

Léger repli des crédits aux entreprises

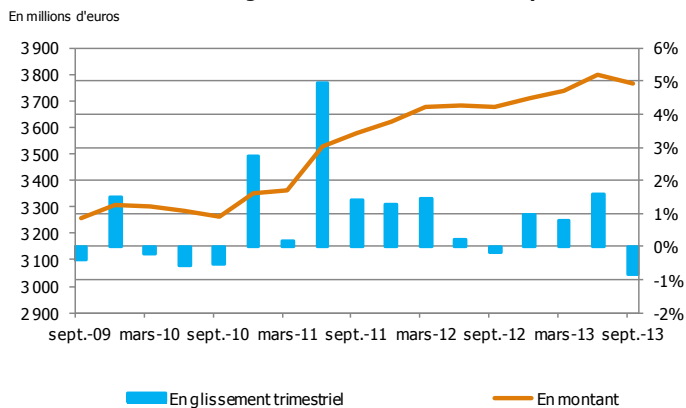
Après avoir connu une embellie à fin juin 2013, **les financements consentis aux entreprises** affichent une légère baisse au troisième trimestre (-0,9 %) pour s'établir à 3,8 milliards d'euros. Quoiqu'en ralentissement, l'évolution annuelle reste pour sa part positive (+2,5 % après +3,2 % au trimestre précédent).

La morosité économique persistante s'accompagne d'une nouvelle réduction des efforts d'investissement des entreprises. Pour le deuxième trimestre consécutif, l'évolution trimestrielle de **l'encours de crédits d'investissement** est négatif (-1,7 % soit -22,7 millions d'euros). Sur douze mois, une croissance de 2,2 % est observée, en raison essentiellement d'un regain de l'investissement de renouvellement.

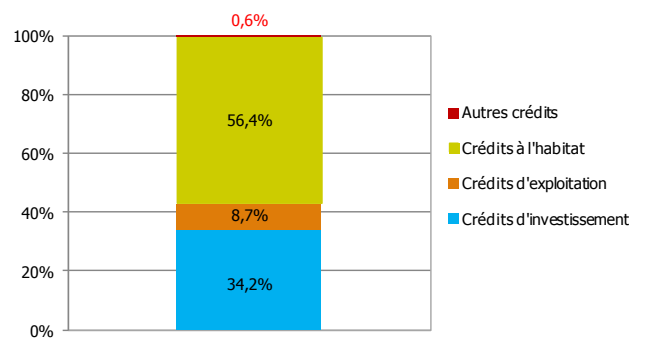
Les crédits d'exploitation enregistrent pour leur part une contraction de 9,9 % à fin septembre 2013. Cette évolution doit cependant être relativisée succédant à la forte hausse de juin 2013 (+24,9 %) liée à une opération de réajustement comptable réalisée par une banque de la place sur les découverts.

À l'inverse, la croissance **des crédits immobiliers** tend à s'accélérer sur le trimestre (+1,3 % après +0,7 % en juin 2013). Sur douze mois, le rythme de progression ralenti (+5,0 % après +7,9 % à fin juin).

Évolution globale des crédits aux entreprises



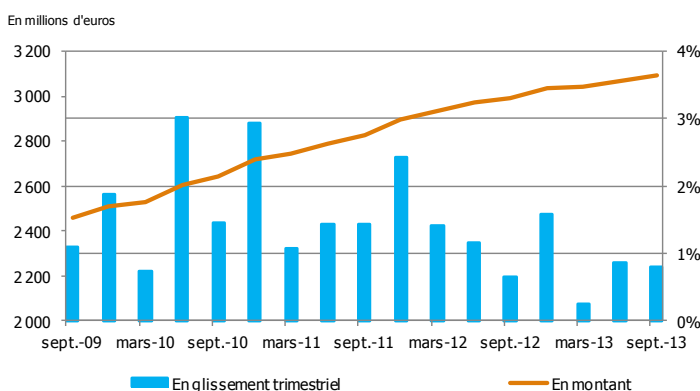
Répartition des crédits aux entreprises



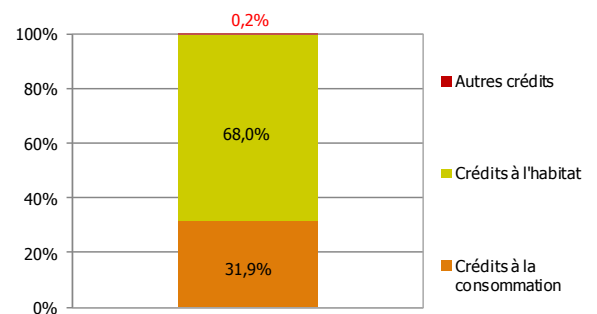
Atonie durable des crédits aux ménages

Les difficultés économiques des derniers mois pèsent durablement sur l'activité de crédit aux ménages : l'encours sain des crédits enregistre, comme au trimestre précédent, une croissance modérée sur trois mois (+0,8 % soit +24,4 millions d'euros après +0,9 % en juin 2013). Sur un an, l'encours croît de 3,5 % pour atteindre 3,1 milliards d'euros.

Évolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



L'atonie de la demande de crédits des ménages tient essentiellement au recul de la consommation dans le département. Le nombre de véhicules neufs immatriculés est stable (+0,1 %) par rapport au trimestre précédent et diminue de 4,5 % sur un an. Ce contexte est peu propice au redémarrage **des crédits à la consommation** qui enregistrent une croissance contenue à fin septembre 2013 (+0,4 %).

La hausse **des crédits à l'habitat** se poursuit mais à un rythme ralenti. L'encours, qui concentre 68 % de l'ensemble des crédits aux ménages guadeloupéens, progresse de 1,0 % après +1,4 % en juin 2013.

Hausse des crédits aux collectivités

Après une diminution de 2,2 %, les crédits alloués au secteur public, qui représentent 10,8 % de l'activité de crédit dans le département, s'inscrivent en augmentation de 2,7 % (+22,7 millions d'euros) sur trois mois. L'encours sain s'élève désormais à 871,7 millions euros à fin septembre. Les crédits d'investissement, moteurs de ce marché (97,3 % de l'ensemble), progressent de 3,6 % (+29,5 millions d'euros). Ces derniers enregistrent de nouveau une croissance dynamique sur un an (+11,1 %).

Une sinistralité qui reste maîtrisée

À 512,1 millions d'euros, l'encours **des créances douteuses brutes** de la place bancaire locale diminue pour le quatrième trimestre consécutif (-3,9 % sur trois mois après -0,4 % au trimestre précédent). En glissement annuel, la baisse est plus marquée (-9,8 %). **Le taux de créances douteuses brutes** continue ainsi de s'améliorer pour atteindre 7,1 % à fin septembre 2013 (-0,3 point sur le trimestre et -1 point sur un an). Le taux de provisionnement des banques locales croît pour sa part de 0,9 point sur trois mois et de 3,5 points sur un an.

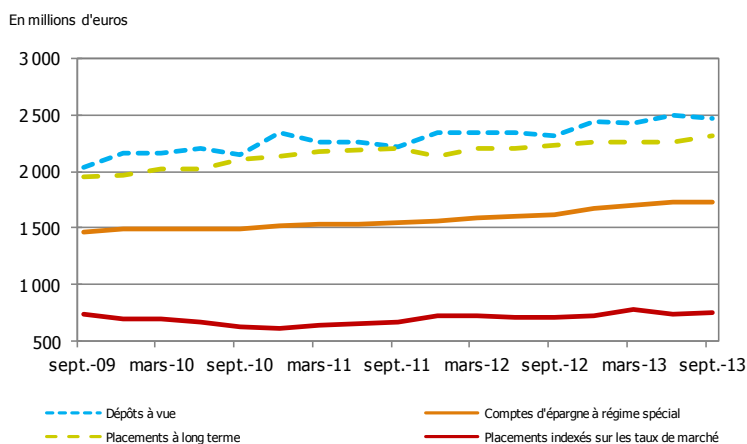
DES ACTIFS FINANCIERS PEU DYNAMIQUES

À fin septembre 2013, le rythme de croissance **des actifs financiers des agents économiques de Guadeloupe** reste faible. L'encours, à 7,3 milliards d'euros, progresse de 0,7 % sur trois mois, soit une évolution proche de celle relevée au trimestre précédent (+0,6 %). Sur un an, l'encours demeure néanmoins bien orienté (+5,9 % après +4,9 % en juin 2013).

Après avoir connu un rebond en juin 2013 (+2,8 %), **les dépôts à vue** affichent un léger repli à fin septembre (-0,9 %) pour s'établir à 2,5 milliards d'euros. Toutefois, l'encours continue de progresser à un rythme soutenu en glissement annuel (+6,9 % après +6,0 % en juin 2013).

Les placements liquides ou à court terme connaissent pour leur part un timide redressement (+0,8 % sur trois mois après -1,1 % en juin 2013). **L'épargne longue** retrouve une croissance plus dynamique (+2,4 % après +0,2 % au trimestre précédent), grâce aux performances de l'assurance-vie (+3,8 %).

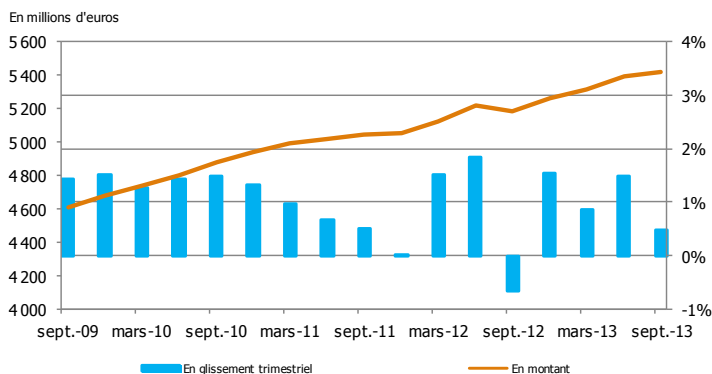
Évolution des principales composantes des actifs financiers



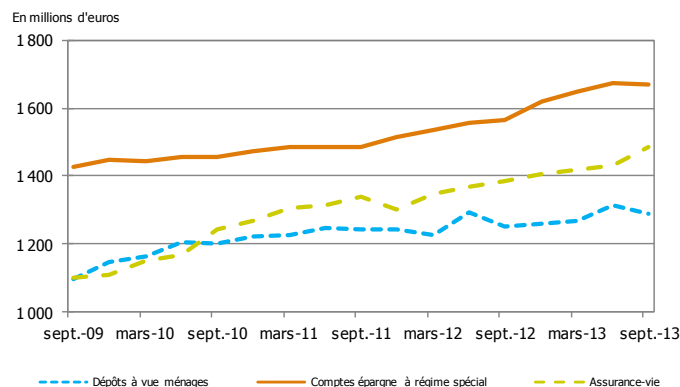
Ralentissement de l'épargne des ménages

Les placements des ménages, qui totalisent 5,4 milliards d'euros, enregistrent une croissance ralentie au troisième trimestre 2013 (+0,5 % sur trois mois après +1,5 % en juin 2013). En revanche, sur un an, le taux de croissance s'accroît (+4,9 % après +3,3 % au trimestre précédent).

Évolution des actifs financiers des ménages



Évolution des principales composantes des placements des ménages



Les dépôts à vue des ménages marquent le pas, en repli de 1,8 % sur trois mois (après +3,5 % en juin 2013). Néanmoins, cette tendance ne se confirme pas en rythme annuel avec une hausse de 3,1 % de l'encours.

Les placements liquides ou à court terme affichent une légère baisse sur le trimestre (-0,3 %), marqués par une nouvelle diminution des placements indexés sur les taux de marché (-1,8 % après -0,7 % en juin 2013) et une stabilité des comptes d'épargne à régime spécial (-0,1 %).

En parallèle, **l'épargne longue** enregistre une progression trimestrielle de 2,5 % à fin septembre 2013. Cette évolution, la plus forte observée depuis septembre 2010, a été permise par une bonne performance de l'assurance-vie (+3,8 %), premier produit d'épargne à long terme des ménages (65,7 % du total). Sur un an, l'intérêt des ménages pour les placements longs est davantage perceptible, l'encours progressant de 4,9 %.

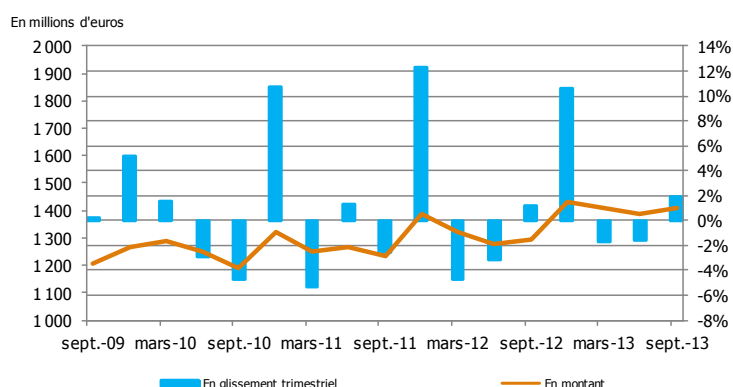
Redressement des placements des entreprises

Après un premier semestre atone, **les actifs financiers détenus par les sociétés non financières** renouent avec une croissance positive (+1,9 % après -1,6 % en juin et -1,7 % en mars 2013). En glissement annuel, l'encours affiche de nouveau une hausse marquée (+9,1 % après +8,3 % en juin 2013).

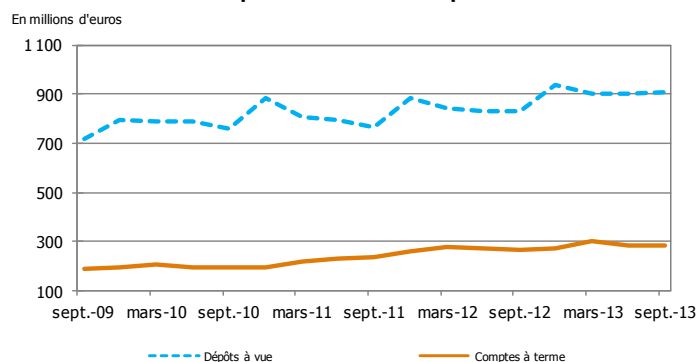
L'évolution observée est principalement imputable au rebond **des placements liquides ou à court terme** (+4,1 % sur trois mois après -4,3 % en juin 2013). Les dépôts à vue connaissent quant à eux une croissance plus rapide (+1,1 % après +0,1 %).

En revanche, **l'épargne longue** diminue pour le sixième trimestre consécutif (-4,6 % après -7,2 % trois mois plus tôt).

Évolution des actifs financiers des entreprises



Évolution des principales composantes des placements des entreprises



Stagnation des actifs des autres agents

Les placements des autres agents restent stables au troisième trimestre (+0,1 %) après une baisse de 2,7 % au trimestre précédent. La nette reprise des placements liquides ou à court terme et de l'épargne longue (respectivement +5,3 % et +3,9 % après -16,7 % et -16,3 % en juin 2013) a permis de compenser la chute des dépôts à vue (-3 % après +8,3 % à fin juin).

MÉTHODOLOGIE

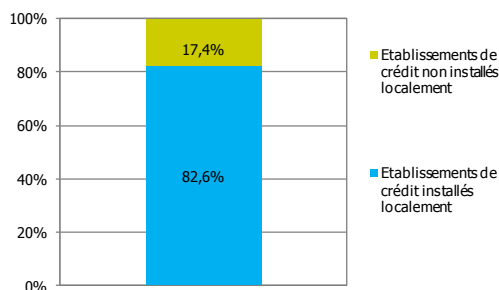
- L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit. Le périmètre d'étude regroupe la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

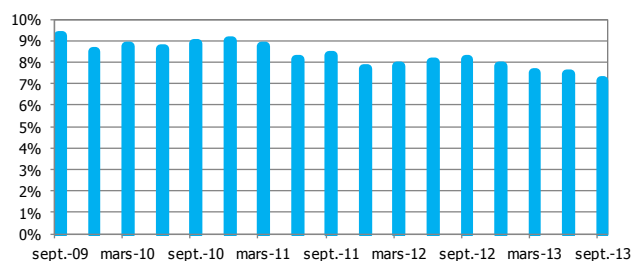
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	sept-09	sept-10	sept-11	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	447,9	344,6	337,9	364,2	313,0	292,6	365,6	329,3	-9,9%	-9,6%
Créances commerciales	37,2	36,1	30,3	36,3	34,6	34,1	41,6	39,3	-5,4%	8,5%
Crédits de trésorerie	219,5	166,0	153,2	154,1	137,8	132,5	145,8	153,4	5,2%	-0,5%
(dt) Entrepreneurs individuels	41,5	39,9	38,0	34,8	35,2	34,8	33,9	33,0	-2,8%	-5,2%
Comptes ordinaires débiteurs	168,1	119,8	126,7	149,7	115,5	105,0	155,9	117,2	-24,8%	-21,7%
Affacturage	23,1	22,8	27,7	24,1	25,1	21,0	22,3	19,4	-13,0%	-19,6%
Crédits d'investissement	1 250,7	1 333,3	1 350,9	1 262,3	1 318,8	1 339,2	1 313,2	1 290,5	-1,7%	2,2%
Crédits à l'équipement	1 054,0	1 104,1	1 123,1	1 023,0	1 081,1	1 097,6	1 075,8	1 067,6	-0,8%	4,4%
(dt) Entrepreneurs individuels	100,9	128,1	114,8	71,8	68,5	67,8	66,6	65,9	-1,0%	-8,2%
Crédit-bail	196,7	229,2	227,9	239,4	237,7	241,6	237,4	222,9	-6,1%	-6,9%
Crédits à l'habitat	1 533,5	1 564,6	1 859,7	2 024,5	2 055,2	2 082,6	2 098,1	2 126,4	1,3%	5,0%
Autres crédits	27,6	22,2	29,4	25,4	25,5	26,8	24,6	22,8	-7,5%	-10,5%
Encours sain	3 259,7	3 264,7	3 577,8	3 676,5	3 712,5	3 741,2	3 801,5	3 769,0	-0,9%	2,5%
Ménages										
Crédits à la consommation	887,6	932,7	978,8	986,4	993,7	985,7	981,6	985,7	0,4%	-0,1%
Crédits de trésorerie	806,7	854,6	891,8	906,4	918,0	908,6	907,6	908,3	0,1%	0,2%
Comptes ordinaires débiteurs	47,9	48,7	55,1	54,0	50,3	52,2	50,3	54,3	8,0%	0,5%
Crédit-bail	33,0	29,4	31,9	26,0	25,4	24,9	23,8	23,2	-2,5%	-10,9%
Crédits à l'habitat	1 572,4	1 706,2	1 845,6	1 999,8	2 039,0	2 054,8	2 084,1	2 104,0	1,0%	5,2%
Autres crédits	1,6	1,5	2,0	3,2	3,7	3,6	4,5	4,9	10,0%	56,0%
Encours sain	2 461,6	2 640,4	2 826,4	2 989,3	3 036,3	3 044,1	3 070,2	3 094,6	0,8%	3,5%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	10,0	9,4	35,3	13,3	28,6	26,5	22,4	14,5	-35,0%	9,5%
Crédits de trésorerie	6,3	9,3	9,0	11,3	17,2	16,2	8,5	13,6	61,1%	20,1%
Comptes ordinaires débiteurs	3,7	0,1	26,3	1,9	11,4	10,3	13,9	0,9	-93,4%	-52,5%
Crédits d'investissement	608,2	728,6	742,9	763,0	802,3	833,3	818,6	848,0	3,6%	11,1%
Crédits à l'équipement	607,6	728,1	742,7	762,9	802,2	833,2	818,5	848,0	3,6%	11,2%
Autres crédits	12,6	11,6	9,8	8,8	8,5	8,5	8,0	9,1	13,2%	2,9%
Encours sain	630,8	749,6	788,0	785,2	839,4	868,2	849,0	871,7	2,7%	11,0%
Autres agents										
Encours sain	207,8	298,7	348,1	304,0	309,7	338,3	321,5	325,9	1,4%	7,2%
TOTAL										
Encours sain	6 559,9	6 953,3	7 540,4	7 754,9	7 897,9	7 991,8	8 042,1	8 061,2	0,2%	3,9%
dont ECNIL	1 161,5	1 254,7	1 381,0	1 358,0	1 382,6	1 406,5	1 421,6	1 401,7	-1,4%	3,2%
Créances douteuses brutes	606,5	627,4	636,2	629,6	612,0	598,0	597,4	574,8	-3,8%	-8,7%
dont ECIL	550,7	553,6	557,7	567,8	550,4	534,9	532,9	512,1	-3,9%	-9,8%
Créances douteuses nettes	249,6	258,3	262,6	244,4	233,6	219,9	221,8	209,2	-5,7%	-14,4%
(dt) Entreprises	168,4	195,0	195,3	169,6	164,6	157,0	156,0	144,8	-7,2%	-14,6%
(dt) Ménages	68,9	59,2	56,2	53,1	48,4	54,1	51,5	50,2	-2,5%	-5,4%
Provisions	356,9	369,1	373,6	385,2	378,5	378,2	375,5	365,5	-2,7%	-5,1%
Encours brut total	7 166,4	7 580,7	8 176,6	8 384,5	8 509,9	8 589,8	8 639,5	8 636,0	0,0%	3,0%
Taux de créances douteuses	8,5%	8,3%	7,8%	7,5%	7,2%	7,0%	6,9%	6,7%	-0,3pt(s)	-0,9pt(s)
dont ECIL	9,3%	8,9%	8,3%	8,2%	7,8%	7,5%	7,4%	7,1%	-0,3pt(s)	-1pt(s)
Taux de provisionnement	58,8%	58,8%	58,7%	61,2%	61,8%	63,2%	62,9%	63,6%	0,7pt(s)	2,4pt(s)
dont ECIL	64,8%	66,7%	67,0%	67,8%	68,8%	70,7%	70,5%	71,4%	0,9pt(s)	3,5pt(s)

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	sept-09	sept-10	sept-11	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	1 trim	1 an
Sociétés non financières	1 206,4	1 191,6	1 234,1	1 293,3	1 431,0	1 406,9	1 385,0	1 411,2	1,9%	9,1%
Dépôts à vue	719,9	757,7	762,8	832,6	937,0	899,3	900,5	910,1	1,1%	9,3%
Placements liquides ou à court terme	436,6	378,9	419,9	412,7	447,5	469,8	449,5	467,7	4,1%	13,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	2,7	3,4	5,4	4,7	3,5	3,9	3,3	5,6	69,8%	18,7%
Placements indexés sur les taux de marché	433,9	375,5	414,5	408,1	444,0	465,9	446,2	462,1	3,6%	13,3%
<i>dont comptes à terme</i>	189,7	193,0	237,3	268,3	273,4	300,2	283,7	285,2	0,5%	6,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	203,7	141,1	138,6	102,1	123,1	118,8	105,4	116,6	10,6%	14,2%
<i>dont certificats de dépôt</i>	40,5	41,4	38,5	37,5	47,5	46,8	57,0	60,3	5,8%	60,6%
Épargne à long terme	49,9	55,0	51,4	48,0	46,4	37,8	35,1	33,5	-4,6%	-30,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	24,0	26,3	29,5	19,4	18,4	17,1	14,8	12,9	-12,5%	-33,5%
Ménages	4 607,8	4 876,5	5 048,9	5 186,0	5 266,6	5 312,8	5 391,5	5 417,3	0,5%	4,5%
Dépôts à vue	1 095,7	1 199,7	1 242,0	1 251,6	1 260,0	1 269,1	1 314,0	1 290,8	-1,8%	3,1%
Placements liquides ou à court terme	1 631,5	1 648,3	1 681,9	1 778,1	1 814,0	1 846,9	1 869,4	1 864,0	-0,3%	4,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 425,4	1 456,4	1 485,2	1 566,6	1 616,8	1 648,1	1 672,0	1 670,0	-0,1%	6,6%
<i>dont livrets ordinaires</i>	610,3	619,6	612,4	639,1	630,7	637,9	639,5	639,4	0,0%	0,0%
<i>dont livrets A et bleus</i>	497,5	523,7	560,0	609,6	644,3	662,4	677,3	673,5	-0,6%	10,5%
<i>dont livrets jeunes</i>	15,3	14,9	14,7	14,7	14,9	14,5	14,8	14,8	-0,1%	0,3%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	59,9	53,7	49,1	47,4	46,1	43,1	43,2	43,0	-0,5%	-9,2%
<i>dont livrets de développement durable</i>	132,7	134,6	137,7	145,6	170,9	181,2	188,3	191,6	1,8%	31,6%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	109,7	109,9	111,4	110,2	110,0	108,9	108,9	107,8	-1,0%	-2,2%
Placements indexés sur les taux de marché	206,1	191,9	196,7	211,5	197,2	198,9	197,4	194,0	-1,8%	-8,3%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	132,3	137,3	145,5	178,0	164,9	169,2	169,1	166,8	-1,3%	-6,3%
<i>dont bons de caisse</i>	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,4	0,4	-1,0%	-40,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	73,0	54,0	50,4	32,7	31,6	29,0	27,9	26,7	-4,4%	-18,4%
Épargne à long terme	1 880,6	2 028,5	2 124,9	2 156,3	2 192,6	2 196,7	2 208,1	2 262,4	2,5%	4,9%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	434,7	436,4	438,8	447,5	457,1	457,5	459,4	461,4	0,4%	3,1%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	80,6	76,8	71,3	69,2	69,7	68,9	67,9	66,6	-1,9%	-3,7%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	6,8	6,4	6,3	5,8	5,5	5,6	5,5	6,2	13,5%	7,2%
<i>dont portefeuille titre</i>	177,6	189,6	192,0	190,7	192,4	187,0	186,6	184,5	-1,1%	-3,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	79,9	77,0	79,6	60,2	61,3	59,1	56,3	57,3	1,8%	-4,7%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 101,0	1 242,3	1 337,1	1 383,0	1 406,5	1 418,5	1 432,4	1 486,4	3,8%	7,5%
Autres agents	384,4	314,1	350,2	387,5	399,1	453,0	440,6	441,1	0,1%	13,8%
Dépôts à vue	219,3	193,3	207,7	223,1	240,7	253,1	274,1	266,0	-3,0%	19,2%
Placements liquides ou à court terme	147,9	102,0	121,3	145,1	138,9	178,6	148,7	156,7	5,3%	7,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	40,7	38,2	54,7	49,7	55,2	54,4	57,1	60,2	5,4%	21,2%
Placements indexés sur les taux de marché	107,2	63,8	66,6	95,5	83,7	124,2	91,6	96,4	5,3%	1,0%
<i>dont comptes à terme</i>	63,4	31,5	37,9	72,2	63,1	62,6	63,9	76,8	20,2%	6,5%
Épargne à long terme	17,2	18,8	21,2	19,2	19,5	21,3	17,8	18,5	3,9%	-3,8%
Total actifs financiers	6 198,6	6 382,2	6 633,1	6 866,8	7 096,7	7 172,7	7 217,1	7 269,6	0,7%	5,9%
Dépôts à vue	2 034,8	2 150,7	2 212,6	2 307,3	2 437,7	2 421,6	2 488,6	2 466,9	-0,9%	6,9%
Placements liquides ou à court terme	2 216,0	2 126,9	2 223,0	2 336,0	2 400,4	2 495,3	2 467,6	2 488,4	0,8%	6,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 468,8	1 495,6	1 545,2	1 621,0	1 675,5	1 706,3	1 732,4	1 735,8	0,2%	7,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	634,2	647,2	638,5	675,1	670,7	676,8	680,5	680,5	0,0%	0,8%
<i>dont livrets A et bleus</i>	506,2	534,8	593,7	627,9	662,7	681,7	696,5	696,5	0,0%	10,9%
<i>dont livrets jeunes</i>	15,3	14,9	14,7	14,7	14,9	14,5	14,8	14,8	0,0%	0,5%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	59,9	53,7	49,1	47,4	46,1	43,1	43,2	43,2	0,0%	-8,8%
<i>dont livrets de développement durable</i>	132,7	134,6	137,8	145,6	171,0	181,3	188,4	188,4	0,0%	29,3%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	109,7	109,9	111,4	110,3	110,0	108,9	109,0	109,0	0,0%	-1,1%
Placements indexés sur les taux de marché	747,2	631,3	677,8	715,0	724,9	789,0	735,2	752,5	2,4%	5,3%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	385,3	361,8	420,7	518,5	501,4	531,9	516,7	528,9	2,4%	2,0%
<i>dont bons de caisse</i>	1,2	1,2	1,8	1,4	1,4	1,3	0,8	0,8	-0,5%	-42,9%
<i>dont certificats de dépôt</i>	40,5	41,4	38,5	37,5	47,5	46,8	57,0	60,3	5,8%	60,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	320,3	226,9	216,8	157,5	174,6	209,0	160,7	162,6	1,2%	3,2%
Épargne à long terme	1 947,7	2 102,2	2 197,6	2 223,5	2 258,6	2 255,8	2 261,2	2 314,4	2,4%	4,1%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	434,664	436,6	439,0	447,8	457,4	457,8	459,8	461,7	0,4%	3,1%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	80,571	76,8	71,3	69,2	69,7	68,9	67,9	66,6	-1,9%	-3,7%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	6,809	6,4	6,3	5,8	5,5	5,7	5,7	6,2	7,8%	7,3%
<i>dont actions</i>	60,738	66,4	70,3	52,9	53,4	50,1	51,5	55,0	6,6%	3,9%
<i>dont obligations</i>	152,619	158,6	152,3	175,7	176,5	167,1	163,8	158,1	-3,4%	-10,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	111,148	114,9	121,1	89,1	89,6	87,6	80,0	80,1	0,1%	-10,1%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 101,159	1 242,4	1 337,2	1 383,1	1 406,6	1 418,5	1 432,5	1 486,6	3,8%	7,5%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : J-M. PAUGAM
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achévé d'imprimer : décembre 2013